



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° BCTE / 2025 – 51 DU 13 JUIN 2025

mettant en demeure la société Broyages Industriels Vacher
sise route de Chateauneuf à Allègre (43270)
de réaliser l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux

Le préfet de la Haute-Loire
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy-en-Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-15 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Mme Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 17 avril 2025 transmis à l'exploitant par recommandé avec accusé de réception le 12 mai 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées en date du 20 mai 2025 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné par l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 précité qui préconise la réalisation de 3 campagnes de mesure des substances per-et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux ;

CONSIDÉRANT en effet que les analyses doivent être effectuées sur l'ensemble des points de rejets aqueux, directs et indirects, de l'établissement ; les points de rejet d'effluents industriels, d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués et d'eaux de ruissellement sur des aires d'exercices incendie où ont été utilisées des mousses ignifuges en quantité significative étant en particulier concernés ;

CONSIDÉRANT que des rejets aqueux d'eaux pluviales susceptibles d'être pollués, notamment par ruissellement sur les aires de stockages où sont entreposés des déchets, sont effectués depuis le site de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que l'absence de collecte de ces effluents n'exempte pas la société Broyages Industriels Vacher de procéder aux campagnes de mesure des PFAS dans ses rejets ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 susvisé prévoit que dans le cas où les prélèvements et l'échantillonnage ne peuvent être réalisés dans des conditions satisfaisantes, les modalités d'analyses pour ces points de rejets peuvent être adaptées aux spécificités de l'installation ; cette adaptation devant être justifiée et tenue à disposition de l'inspection des installations classées puis commentées dans l'outil de restitution ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est en retard sur la mise en œuvre de ces campagnes ;

CONSIDÉRANT que ces campagnes doivent être engagées le plus rapidement possible pour répondre à la campagne nationale de recherche des PFAS dans les rejets et déterminer si le site peut être à l'origine de rejets en PFAS dans les eaux ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de réaliser ces campagnes de recherche de PFAS dans les rejets ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

Article 1.

La société Broyages Industriels Vacher est mise en demeure, pour son site situé sur la commune d'Allègre (43270), de respecter l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per-et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le bon de commande à un laboratoire accrédité (pour le prélèvement et l'analyse des 20 PFAS cités dans l'arrêté) pour les 3 campagnes de prélèvements et d'analyse des PFAS ainsi que les dates prévisionnelles des 3 prélèvements ;
- au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne, l'exploitant déclare les résultats des analyses de chaque campagne via le site internet GIDAF ;
- dans un délai de 5 mois maximum à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant déclare les résultats des 3 campagnes d'analyses via le site internet GIDAF.

Article 2.

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 3.

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Haute-Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire d'Allègre et qui sera notifié à la société Broyages Industriels Vacher.

Au Puy-en-Velay, le 13 juin 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale

Nathalie CENCIC

